

Mesdames, Messieurs, Chers Lecteurs,

D'imposture en imposture, de petit mensonge local en gros mensonge international, le Gabon s'enfoncé toujours plus dans les abysses de la pure bêtise.

La dernière en date, les médias à la solde du pouvoir y vont de leur analyse de la volonté de la clique qui a pris le pays en otage depuis 2009 d'adhérer prochainement au Commonwealth. Ils ont sorti des photomontages grossièrement truqués présentant un prétendu Ali Bongo à Londres. Qui, honnêtement, peut encore, en 2021, se laisser abuser par de si ridicules supercheries ?

Mais au-delà de cette puérile tentative de mystification, demeure une question essentielle : de quels atouts dispose le Gabon actuel pour prétendre intégrer le Commonwealth ?

L'adhésion à une organisation internationale comme le Commonwealth, exige du pays demandeur la présentation d'un dossier solide par lequel il apporte la preuve à la fois de sa capacité et de sa volonté à partager les valeurs communes à l'ensemble des pays qui composent ladite organisation.

Rappelons que le Commonwealth est essentiellement composé de pays ayant un lien historique avec le Royaume-Uni à l'exception du Mozambique et du Rwanda (devenu membre en 2009).

Rappelons aussi que le Rwanda, qui est un pays de tradition francophone, a demandé son adhésion au Commonwealth en 2006 pour, entre autres, « faire payer » à la France sa responsabilité dans le génocide qui a ravagé ce pays d'Afrique de l'Est en 1994.

On se souviendra qu'en 2012, Ali Bongo avait déjà fait ce chantage à la France en disant vouloir s'inspirer de l'exemple rwandais et introduire l'anglais comme seconde langue officielle du pays. Il avait peut-être à l'esprit, lui aussi, de vouloir faire payer à la France, le rôle prépondérant que ce pays a joué dans la sanglante guerre civile du Biafra, la région du Nigéria dont il est issu. Neuf ans et un AVC plus tard : R I E N ! Il s'agissait, comme toujours, avec Ali Bongo, d'une pure esbroufe. Tout simplement.

Est-il nécessaire de souligner que le Rwanda ce n'est pas le Gabon et que, surtout, Paul Kagamé ce n'est pas Ali Bongo ? A supposer que le Gabon présente effectivement une can-

didature, sur quoi reposerait-elle ? La dette abyssale ? Le trucage des élections ? La destruction du système éducatif ? La corruption endémique ? La violation massive et permanente des droits de l'Homme ? ...

Sur quelle(s) réalité(s) reposerait cette supposée candidature ? A nos yeux, il n'y a AUCUN élément qui permettrait d'accueillir favorablement la candidature du Gabon.

Pour des gens normaux, il est impossible de comprendre que tout un pays plonge dans le néant par la seule volonté d'une poignée de personnes qui n'ont aucun sentiment de bienveillance, ni pour la patrie, ni pour le peuple. Il est difficile de comprendre comment des Gabonais peuvent mépriser autant leurs compatriotes au point d'être à la solde

d'une chimère. Comment arrive-t-on à cela sans aucun état d'âme ?

Il est à parier que la régente Sylvia Bongo, qui tient plus de la chimère que d'un être humain, et sa bande cherchent à obtenir une faveur d'Emmanuel Macron et de son équipe. Laquelle ? Nous le saurons très vite.



Et certains nous parlent de 2023. Ah bon ? On se tue à répéter qu'il n'y aura aucun changement, aucun événement nouveau en 2023 si le contentieux de 2016 n'est pas vidé. C'est la vérité. Que ceux qui rêvent d'élection présidentielle en 2023 se rendent à l'évidence qu'il s'agirait plus de la validation d'une succession dynastique – avec, comme d'habitude, son funeste cortège de morts – que du choix souverain du peuple gabonais.

Il suffit de voir comment ils ont torpillé, sans états d'âme, les velléités de leur factotum Fargeon qui a voulu être calife à la place du calife. Il croupit aujourd'hui dans une cellule aménagée spécialement par leurs soins à la prison centrale de Libreville.

Pour que les choses changent en mieux pour le pays et que le Gabon reste un Etat et non une monarchie, il est plus que temps que tous les Gabonais épris de justice et de liberté se lèvent et dynamitent le système qu'on nous impose depuis des décennies. Ensemble, mettons fin à ces impostures. La prétendue volonté d'adhésion au Commonwealth en est une de plus.